

D'OÙ QU'ILS VIENNENT, INTERDISONS LES LICENCIEMENTS

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

DES LICENCIEURS GAVÉS DE PROFITS

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme.

ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

LE GOUVERNEMENT N'EST PAS EN RESTE

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de 24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne prochain. On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier.

Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les fonctionnaires ! Il ment en prétendant que presque per-

sonne n'est licencié dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires – et pas 13 – ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent.

La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite – en vérité plutôt deux fois moins lentement – entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

INVERSONS LE RÈGNE DE LA PEUR

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits !

Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi.

Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.

ET POUR QUELQUES EUROS DE PLUS

Suite à notre grève pour les salaires lors des NAO, nous avons découvert de nombreuses mesquineries dans les accords : tout d'abord, la clause des 2000 € bruts minimum était en fait réservée à ceux qui étaient déjà embauchés. Et maintenant, les collègues grévistes se rendent compte que malgré la promesse de paiement de deux jours de grève, les jours ont pour l'instant tout de même été retirés sur le bulletin de salaire, et que dans l'accord seul le vendredi et le lundi sont payés, ce qui pénalise les collègues qui ont fait grève le mardi. La direction est prête à tout pour gratter quelques euros !

ROBIN DES RICHES

Macron vient d'annoncer son intention de taxer les livres d'occasion. Après la taxe « lapin » pour les rendez-vous non honorés chez le médecin, ou la taxe de 100 euros pour pouvoir utiliser son compte personnel de formation à partir du 1^{er} mai prochain, ce gouvernement ne pense qu'à saisir tous les prétextes pour nous faire les poches. Par contre, taxer les plus riches, il n'en est pas question : c'est à leur service qu'il exerce le pouvoir !

LES MILLIARDAIRES PROSPÈRENT

Selon le dernier classement du magazine américain *Forbes*, la France comptait 40 milliardaires en 2018. Ils sont 53 aujourd'hui, soit une progression de plus de 30 %. Parmi ces privilégiés, on trouve les héritiers des groupes Dassault et Yves Rocher. Mais ils sont loin derrière l'homme le plus riche du monde, Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, qui affiche 210 milliards d'euros au compteur. On attend toujours le fameux « ruissellement » vers les plus pauvres promis par Macron.

NON À L'EUROPE FORTERESSE !

Le Parlement européen vient encore de durcir sa politique migratoire : les pays d'arrivée seront chargés d'enregistrer les empreintes digitales, la photo du visage et les documents d'identité des demandeurs d'asile et des migrants, dès l'âge de six ans. Ces derniers seront détenus dans des « centres fermés » durant l'examen de leur demande, y compris les familles avec enfants, pour une durée pouvant atteindre six mois.

L'Union européenne traite les exilés non comme des personnes qui ont besoin d'aide mais comme des délinquants. Non seulement ce « Pacte sur la migration et l'asile » doit être aboli, mais il faut se battre pour l'ouverture des frontières et le droit à la libre circulation et installation des migrants.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL BRICOLÉES

Le patron se dit soucieux de diminuer le nombre d'accident de travail, mais dégrade nos conditions de travail. Au remplissage, pour faire des économies, une ligne a été bricolée pour la rendre aseptique. Pourquoi pas, mais il aurait peut-être fallu penser à l'ergonomie ! Résultat : tout le monde essaye de l'esquiver pour ne pas se retrouver handicapé, au point que ça devient un sujet de conflit entre collègues. Et l'on apprend qu'une deuxième ligne arrive sur le même modèle. Merci patron !

LES ÉCOLOGISTES OU LAFARGE : QUI SONT LES VOYOUS ?

Le 8 avril, 17 militants écolo ont été interpellés en Normandie et près de Paris par la cellule anti-terroriste. Restés en garde à vue 96 heures dans des conditions éprouvantes, ces « dangereux criminels » ont eu l'audace de... peinturlurer une cimenterie Lafarge. Ironie de ce coup de pression : le géant du béton, lui, a été récemment mis en examen pour financement du terrorisme et complicité de crimes contre l'humanité puisqu'il a financé Daech et d'autres groupes en échange du maintien de sa cimenterie en Syrie.

LES EXPULSIONS SOCIALES POUR LUTTER CONTRE LE MAL-LOGEMENT ?

Dans le cadre d'un futur projet de loi, le ministre du Logement, Guillaume Kasbarian, vient d'annoncer dans une interview accordée aux *Échos* s'attaquer aux locataires de HLM qui dépasseraient les plafonds. 2,6 millions de familles sont en attente de logement HLM, la construction de logements sociaux étant au plus bas sous le gouvernement Macron. Mais plutôt que d'en construire, il propose d'expulser tous ceux qui ne seraient plus assez pauvres à son goût... Ce même gouvernement promettait il y a peu de favoriser la mixité sociale dans les HLM. Le fameux « en même temps »...

POUR MACRON, L'INDUSTRIE DE GUERRE C'EST BON POUR L'EMPLOI

Jeudi dernier, Macron a posé à Bergerac la première pierre d'une usine de poudre pour obus. Il n'a pas manqué d'appeler à l'augmentation de la production d'armes, évoquant de nouvelles baisses d'impôts pour les industriels. Interrogé sur les bienfaits de la guerre pour l'emploi, il a répondu : « Oui, l'investissement dans notre défense crée des emplois et nous permet de baisser les dépenses sociales. » Le message est clair : plus de canons, plus de cadeaux pour les patrons et moins de Sécu.